

Franchises médicales :

FAIRE BARRAGE ENSEMBLE !

SIGNATAIRES DE L'APPEL

Act up, Aides, Alter Ekolo,
AMI (Association de défense
des malades invalides et
handicapés), Appel contre
la Franchise, Association
Nationale des Médecins
Référents (AMedRef),
Association des Médecins
Urgentistes de France
(Amuf), ATTAC France,
CADAC, Collectif féministe
Ruptures, Collectif «La Santé
n'est pas une marchandise»,
UD CGT Paris, CGT de
l'administration centrale des
Affaires sociales, CNDP,
Collectif des Médecins
Généralistes pour l'Accès
aux Soins (CoMéGas),
Confédération paysanne,
Convergence citoyenne,
Convergence Nationale
des Collectifs de Défense
et de Développement
des Services publics,

LES FRANCHISES MÉDICALES : UNE PUNITION POUR LES MALADES

De réformes libérales en réformes libérales, les dépenses de santé non remboursées n'ont cessé d'augmenter. Sur 3 338 € de dépenses moyennes, on les estime à 240 € par personne et par an. Et jusqu'à 1000 euros pour 900 000 d'entre nous. Le montant des franchises pour les actes médicaux seraient de 40 € et de 50 € par an sur les médicaments. Et le gouvernement n'en est qu'au début... Avec les franchises, en effet, il s'agit d'une «rupture» ! Jusqu'à présent les dépenses de santé étaient prises en charge par la solidarité. Les franchises introduisent une dimension nouvelle par la création d'un «péage pour la santé». Comment qualifier autrement cette mesure qui pose en principe de base le fait de payer et de ne pas être remboursé, pour accéder aux soins. Il s'agit d'une remise en cause du principe fondateur de la sécurité sociale «Tous cotisent en fonction de leurs moyens. Et chacun en bénéficie quel que soient ses besoins». Et comme seules les assurances privées pourront rembourser les franchises, en filigrane, c'est ce marché qui se dessine.

AVEC SARKO, C'EST « SICKO »

D'un côté on ferme les hôpitaux de proximité pour ouvrir des cliniques privées, de l'autre on brade l'assurance maladie solidaire aux assureurs. Le modèle américain n'est plus si loin. Et quel modèle ! 47 millions d'Américains étaient dépourvus d'assurance santé en 2006, soit une augmentation de 2,2 millions de personnes par rapport à 2005. 8,7 millions d'enfants sont sans couverture santé. Et pourtant, les Etats-Unis ont le système de santé le plus coûteux du monde !

PCF

Parti communiste français

...SUITE SIGNATAIRES

Coordination des Collectifs unitaires anti-libéraux, Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Coordination Femmes Egalité, Fondation Copernic, FSU, Homosexualités et socialisme, Keratos, Ligue Communiste Révolutionnaire, Les Alternatifs, Les Verts, LMDE, Lutte ouvrière, Mars-Gauche républicaine, MJCF, MJS, MNCP, MRC, ONSIL, Parti Communiste Français, Parti Socialiste, PCOF, PRCF, PRS, Résistance sociale, Syndicat de la Médecine Générale (SMG), Syndicat des médecins inspecteurs de santé publique (SMISP), SNCDS, SNES, SNICS-FSU, Sud Education, SNUIPP-FSU, Syndicat national des médecins de PMI(SNMPMI), UEC, Union des Familles laïques (UFAL), Union Nationale Alternative Mutualiste (UNAM), Union Fédérale Sud Protection Sociale, Union fédérale Sud Santé Sociaux, UNEF, Union Nationale des Groupements Mutualistes Solidaires (UNGMS), Union Nationale des Retraités et des personnes âgées (UNRPA), Union Syndicale de la Psychiatrie (USP), Union Syndicale Solidaires.

UNE MEILLEURE SANTÉ POUR LA SÉCU, LES COMMUNISTES PROPOSENT :

L'espérance de vie augmente, les moyens de se soigner se développent... Oui disons-le, les dépenses de santé augmenteront. Pourtant, le PCF avance qu'il est possible d'assurer le remboursement à 100%, autrement dit d'assurer la gratuité.

D'abord il y a les recettes. Elles dépendent du type de production, du type de développement et de la répartition des richesses dans notre pays. Le rapport de la Cour des Comptes est sans appel : 30 milliards d'euro - 3 fois le déficit de la Sécu - d'exonérations de cotisations, dont 3 milliards au moins pour les seules stock-options. Ce ne sont pas les malades qu'il faut «responsabiliser», ce sont les actionnaires, les financiers et les employeurs. Ils doivent contribuer à la solidarité nationale.

L'augmentation des salaires, la relance de l'emploi, la taxation des profits... et du capital financier... alors le trou de la Sécu deviendrait un mauvais souvenir.

Et puis, il y a ce qui fait l'état de santé d'une population : la prévention. Les conditions de vie, de travail, l'environnement, l'alimentation... sont des enjeux colossaux pour diminuer la fréquence du cancer, du diabète, de l'obésité et peut-être même de la maladie d'Alzheimer.

C'est en fait un débat crucial : dans quel monde voulons-nous vivre ? Dans celui de la compétition généralisée, où chacun se débrouille comme il peut pour survivre, ou dans celui de la solidarité, du partage et de la mise en commun. La Sécu créée à la Libération dans un pays ruiné, a fait la force de la France. Le PIB aujourd'hui permet de lui donner sa pleine mesure.

ENSEMBLE, ON EST PLUS FORT

C'est grave, il faut tout faire pour mettre ce projet en échec. Le 29 septembre, à l'appel de plus de 50 organisations – dont le Parti communiste et les autres partis de gauche – se tiendront dans toute la France des rencontres pour s'opposer aux franchises médicales. Elles seront l'occasion de dire NON! Et de construire ensemble les solutions qui s'opposeront aux objectifs ravageurs de N. Sarkozy et du MEDEF.

Les organisations de gauche et écologique réunies le 18 septembre à l'initiative de Marie-George Buffet, après avoir caractérisé les mesures annoncées ce jour par Nicolas Sarkozy de «plus grande offensive anti sociale de ces cinquante dernières années», appellent «toutes les forces de gauche à contribuer aux mobilisations nécessaires. Un signal clair sera donné dès le 29 septembre contre les franchises médicales en participant avec plus de cinquante organisations sociales, syndicales et professionnelles à une journée de refus et de construction de solutions alternatives permettant d'assurer la pérennité de notre système solidaire de protection sociale.

